



PORTE VOIX

N°19 | AUTOMNE • HIVER 2026

Loïc Votre député à vos côtés
PRUD'HOMME

Bordeaux Sud - Bègles
Talence - Villenave-d'Ornon



EDITO

LES IRRESPONSABLES AU POUVOIR

Après le célèbre "Qui aurait pu prédire ?" d'un **président Macron qui aura passé 10 ans au pouvoir à se dédouaner de tous ses choix catastrophiques**, il a lancé, dès les premiers milliers d'hectares brûlés de juillet : "Je récusé la question des moyens".

L'objectif ?

Prétendre que tout a été bien fait face aux incendies de cet été et faire diversion devant l'évidence. Tout cela était pourtant parfaitement prévisible après 20 ans d'alertes scientifiques et à peine 4 ans après les terribles incendies de 2022 en Gironde !

Sur nos 12 misérables canadiens, seuls 7 étaient opérationnels en cet été 2026, et l'ancien Premier ministre G. Attal avait même annulé une commande de 2 appareils en 2024.

Ils auront fait défaut aux pompiers cet été, mais aussi aux habitant-es du Porge et de Biscarosse qui ont perdu leurs maisons, aux salarié-es qui ont perdu leur boulot et aux chef-fes d'entreprise qui ont perdu leurs locaux professionnels.

Ces irresponsables qui gouvernent depuis 10 ans sont pleinement et directement coupables des 120 000 hectares brûlés, des 220 000 personnes évacuées, des 93 sapeurs-pompiers blessés. Et des pertes économiques durables.

Sur un autre registre, l'année 2026 a aussi révélé l'ampleur des violences faites aux femmes mais aussi aux enfants, violences systémiques sur lesquelles alertent les associations depuis des années. Là aussi, le gouvernement a adopté le même mantra, celui du "Qui aurait pu prédire ?", pour masquer son inaction irresponsable.

Face au scandale de l'affaire Lyhanna, et alors que les appels à sa démission se multipliaient, **le garde des sceaux Gérard Darmanin a tenté de se défaire de sa responsabilité** en incriminant les seuls magistrats. Pourtant, si la mission d'inspection pointe des défaillances individuelles, elle met également en avant le manque criant de moyens que subissent l'institution judiciaire et les services d'enquête. Services d'enquête qui dépendent du ministre de l'Intérieur, siège qui était précédemment occupé par le même G. Darmanin qui n'y a rien fait non plus. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles et la protection des enfants ont été sacrifiées sur l'autel de l'austérité budgétaire (cf pages 2 et 3) et de l'indifférence des ministres et du Président.

Ces irresponsables qui gouvernent depuis 10 ans sont pleinement et directement coupables de l'absence de protection de nos enfants face aux récidives de pédo-criminels, des centaines de féminicides



annuels, et de l'absence de mise à disposition de moyens financiers et humains pour mettre un terme à ce scandale national.

Les derniers mois de règne de ces imposteurs sont particulièrement douloureux pour une majorité de Françaises et Français. Gageons qu'en 2027, au moment de juger cette bande d'irresponsables au sommet de l'État, les urnes leur infligent un discrédit à la hauteur de leur coupable médiocrité. Il devient urgent de faire place à des politiques qui assument leur rôle sans se défaire et fassent de la lutte contre toutes les oppressions et la défense du vivant une priorité.

Bonne lecture, **Loïc Prud'homme**



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS : L'URGENCE D'AGIR



En 2017, le Président Macron décrétait « Grande Cause du quinquennat » l'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles. Dix ans plus tard, et en l'absence de progression notable vers ces objectifs, cela apparaît comme un **échec évident**.

En mai dernier, le drame du meurtre de Lyhanna soulevait une vague d'indignation et de mobilisation sans précédent dans le pays. Une tragédie qui s'inscrit dans une trop longue série, du trafic sexuel et pédocriminel impliquant l'américain Jeffrey Epstein, aux violences physiques et sexuelles subies par les élèves de Bétharram ou dans le périscolaire à Paris et ailleurs, jusqu'aux révélations de plaintes nombreuses à l'encontre de Patrick Briel.

L'enchaînement de ces douloureux faits d'actualité montre que les violences sexistes et sexuelles et les violences sexuelles à l'égard des enfants constituent encore un fait social massif.

**“NOUS SOMMES FACE À UN PROBLÈME
DE SOCIÉTÉ : ON NE CROIT PAS LES
ENFANTS. ET CELA EST LIÉ À UN
PROBLÈME GÉNÉRAL
DE VIOLENCE MASCULINE.”**

**CÉDRIC MARTINEZ, MEMBRE
DE L'ASSOCIATION MOUV'ENFANT**

Au mois de juin dernier, des milliers de manifestant-es se sont réunies durant plusieurs semaines devant les tribunaux du pays et le ministère pour exiger justice pour Lyhanna et dénoncer les **défaillances majeures dans la prévention et le traitement des affaires de pédocriminalité**. Chaque année en France, on compte 160 000 enfants victimes de violences sexuelles. En moyenne, ce sont trois enfants par classe qui en sont victimes.

A l'échelle locale, le tribunal judiciaire de Bordeaux a également déclaré faire face en 2026 à « une explosion du nombre de signalements concernant des mineurs en danger ». Dans la métropole bordelaise, cinq enquêtes étaient en cours à l'été 2026 à la suite de plaintes pour des violences sexuelles dans le scolaire ou le périscolaire à Bordeaux-Caudéran, l'école maternelle Frida-Kahlo, Cenon, Talence, et l'école élémentaire privée Sainte-Marie-Bastide.

La lutte contre la pédocriminalité souffre d'années de sous-financement de la justice, des forces de l'ordre, de la prévention et de l'accompagnement des victimes. Il y a 4 fois moins de procureurs et 2 fois moins de juges en France que la moyenne de l'UE. Dans les écoles, le programme d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité (EVAR-S) manque cruellement de budget, de formations associées, de plages horaires dédiées et repose ainsi sur le seul volontariat des enseignants. Face à une violence structurelle, la réponse des pouvoirs publics n'est pas à la hauteur.

Ces violences sexuelles s'inscrivent dans un continuum patriarcal, fondé sur **une logique de domination et de mépris du consentement** reposant sur l'idée que le corps des enfants et des femmes serait à la disposition des hommes.

Les violences faites aux femmes ne reculent pas, bien au contraire. Au 31 décembre 2025, l'association Nous Toutes comptait 164 féminicides, en forte progression par rapport à 2024. En juillet 2026, on dénombrait plus de 80 féminicides depuis le début de l'année. Dans plus de 90 % des cas, les agresseurs sont connus de la victime (proche, conjoint, ex-conjoint...).



Mobilisation devant le tribunal judiciaire de Bordeaux, 15 juin 2026

**« ON NE PEUT PAS PENSER LA
PÉDOCRIMINALITÉ SANS PENSER
LE PATRIARCAT »**

**TITRAIT LE JOURNAL L'HUMANITÉ DANS UN ARTICLE
SIGNÉ PAR PAULINE FERRARI EN JUIN DERNIER**

Ces violences sont aussi en augmentation dans notre région. En 2024, selon l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en Nouvelle-Aquitaine, on dénombrait 10 féminicides et 1079 viols. En 2025, l'association SOS Homophobie déplorait également une augmentation des agressions LGBTphobes par rapport aux années précédentes. Malgré ces chiffres alarmants, **l'Agence régionale de Santé a annoncé en juin 2026 vouloir supprimer la subvention qu'elle verse au Planning familial de la Gironde.** Pour sauver cette association féministe implantée sur le territoire depuis plus de 60 ans, **la mobilisation citoyenne et parlementaire**, avec notamment une intervention en hémicycle de la députée insoumise Mathilde Feld, **a permis de préserver ce financement public pour 2026.**

Mais malgré cette victoire d'étape, la bataille politique doit se poursuivre. Le financement du Planning pourrait être de nouveau remis en question en 2027. Les financements d'autres structures essentielles sont également menacés, notamment le CACIS / Maison d'Elle et les CIDFF de la Nouvelle-Aquitaine.

Ces associations mènent un travail indispensable en faveur de l'accès aux droits sexuels et reproductifs, de l'éducation à la vie affective, de l'accompagnement des victimes, etc. **Je leur adresse mon soutien, je demande aux pouvoirs publics de leur garantir des financements pérennes, et j'invite toutes les personnes qui le peuvent à les aider.**

“ AUJOURD'HUI QUAND ON OUVRE LE DÉBAT SUR LA PERPÉTUITÉ, ALORS QUE SEULEMENT 3% DES AUTEURS DE VIOLENCES SEXUELLES SUR MINEURS SONT CONDAMNÉS, CE N'EST QUE DE L'AFFICHAGE POUR ÉVITER DE PARLER DU FOND, À SAVOIR DE L'ABSENCE DE MOYENS. ”

CÉDRIC MARTINEZ, MEMBRE DE L'ASSOCIATION MOUV'ENFANT

Face à l'inaction du gouvernement, des dizaines d'associations et député·es ont travaillé en faveur d'une **proposition de loi intégrale pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles et aux violences faites aux enfants.**

Cette loi reprend diverses orientations de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Civiise), dont seules 3 des 17 mesures d'urgence qui avaient été proposées au gouvernement il y a 3 ans ont été mis en oeuvre à ce jour.

Je leur adresse tout mon soutien et souhaite que cette proposition de loi soit étudiée dans les plus brefs délais.

L'étude du texte au parlement permettra les débats et amendements. Des parlementaires ont ainsi travaillé à des propositions complémentaires, en faveur par exemple de la lutte contre le harcèlement judiciaire subi par les parents protecteurs d'enfants victimes de violences incestueuses défendue par les députées A. Taurinya, S. Amiot, M. Feld, et G. Cathala, ou l'augmentation des moyens de l'aide sociale à l'enfance réclamée notamment par la députée M. Maximi.

Car contrairement à ce qu'affirme notre Président, il s'agit aussi d'une affaire de moyens.

L'adoption de cette loi doit impérativement être accompagnée de l'investissement d'urgence des 3 milliards de budget réclamés depuis des années par les associations ! Comptez sur moi pour me mobiliser en ce sens lors des discussions budgétaires.

LE TEXTE PRÉVOIT

- * Une meilleure détection des violences grâce à des entretiens annuels passés par l'ensemble des enfants avec des professionnels de santé
- * La formation des agents
- * De nouvelles cellules d'urgence (notamment de "Salle Mélanie", lieu bienveillant pour l'écoute des très jeunes victimes)
- * La prise en charge des soins des victimes durant leur parcours de reconstruction
- * La sensibilisation à grande échelle via l'éducation à la vie affective dans les écoles (etc).

Mobilisation devant le tribunal judiciaire de Bordeaux, 15 juin 2026





NON AUX LGV INUTILES DU SUD-OUEST !

Nous étions nombreuses et nombreux mobilisé-es le 4 juillet dernier à Bernos Beaulac contre des LGV inutiles, dispendieuses et destructrices qui abandonnent les territoires ruraux et les trains du quotidien. Face à la stratégie du passage en force menée de concert par la Région et la SNCF, il est bon de rappeler que ce projet n'est justifié que par des mensonges :

- **NON la ligne actuelle n'est pas saturée** (cf rapport du COI 2026 p.40)
- **NON la construction d'une deuxième ligne n'est pas la seule solution** pour un meilleur service passager et fret. La rénovation de la ligne existante permettrait d'améliorer significativement le temps de trajet.
- **NON la compensation environnementale promise par la SNCF ne permettra pas de pallier la destruction des 4800 hectares d'espaces naturels et agricoles** dont le trésor de biodiversité de la vallée du Ciron.
- **NON ce projet n'est pas plébiscité par la population, il a recueilli plus de 80% d'avis défavorables** lors de l'enquête publique. Il n'existe que pour faire plaisir à 2 président-es de Régions et aux géants du BTP.

En démocratie, aucun projet n'est irréversible, nous resterons mobilisés jusqu'à l'abandon du projet !



Mobilisation anti-LGV, 4 juillet 2026



INCENDIES : LE TEMPS DES PROMESSES EST RÉVOLU !

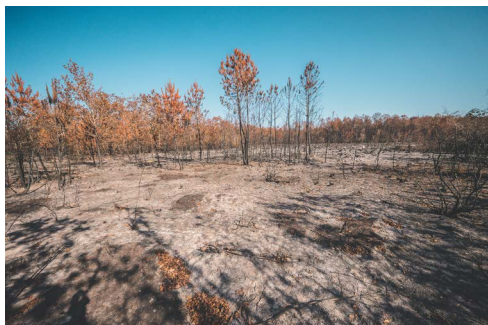
Malgré le dévouement des forces de sécurité civile, l'impréparation du gouvernement et le manque de moyens ont fortement complexifié la prise en charge des puissants incendies qui ont fait des ravages cet été. Le 17 août, le 1er ministre S. Lecornu s'est rendu dans notre département en multipliant les promesses pour tenter d'éteindre le feu de la colère citoyenne. À celle-ci, s'ajoute désormais le **cri d'alarme des sapeurs-pompiers qui dénoncent une situation devenue intenable.**

Et pour cause : depuis 2004, notre pays a perdu 1000 camions dédiés à la lutte contre les feux de forêts. La sécurité civile manque de moyens matériels, mais aussi d'agents. Il s'agit du seul service public fonctionnant avec près de 80% des bénévoles volontaires !

Face au 1er ministre, j'ai ainsi rappelé aux côtés d'autres élu-es la nécessité de moyens supplémentaires, et notamment d'une **base locale de canadiens déjà promise en 2023.** Nous avons également affirmé la nécessité de **repenser le modèle forestier intensif et monospécifique du massif des Landes** de Gascogne et son interface avec l'habitat.

Près de 120 000 hectares sont partis en fumée en 2026, soit plus que le terrible record de l'année 2022. Les risques d'incendies seront désormais intenses chaque été. Il est temps de passer aux actes concrets. Soyons prêts, pour éviter de nouveaux désastres humains, économiques et écologiques et protéger nos territoires de la crise climatique.

Quand vous lirez ces lignes, les pompiers auront manifesté leur colère dans les rues du pays. Je leur adresse mon soutien et souhaite que leurs revendications soient entendues.



Le Porge, septembre 2026



RENTRÉE DES ASSOCIATIONS

Je me suis rendu aux forums des associations et au salon des retraités de Villenave d'Ornon. L'occasion d'aller à la rencontre des associations locales et d'échanger avec les citoyennes et citoyens de la circonscription. **La solidarité intergénérationnelle est une force** pour lutter contre la relégation de nos aîné-es et aider les jeunes précarisés à s'épanouir. **Merci aux acteurs associatifs** qui font vivre l'entraide, la démocratie et l'écologie au quotidien.



Forum des associations de Villenave-d'Ornon, 5 septembre 2026

Loïc PRUD'HOMME
Votre député à vos côtés



PERMANENCE PARLEMENTAIRE
281 route de Toulouse
33140 Villenave-d'Ornon

Venez échanger sans rendez-vous avec votre député à sa permanence parlementaire !

PROCHAINES DATES :
6 NOVEMBRE & 4 DÉCEMBRE
DE 14H À 18H



Facebook
Loïc Prud'homme



BlueSky
@PrudhommeLoïc



Canal Telegram
@loicprudhomme



loicprudhomme.fr



Instagram
loicprudhomme.fi



Youtube
Loïc Prud'homme



Mail
contact@loicprudhomme.fr